

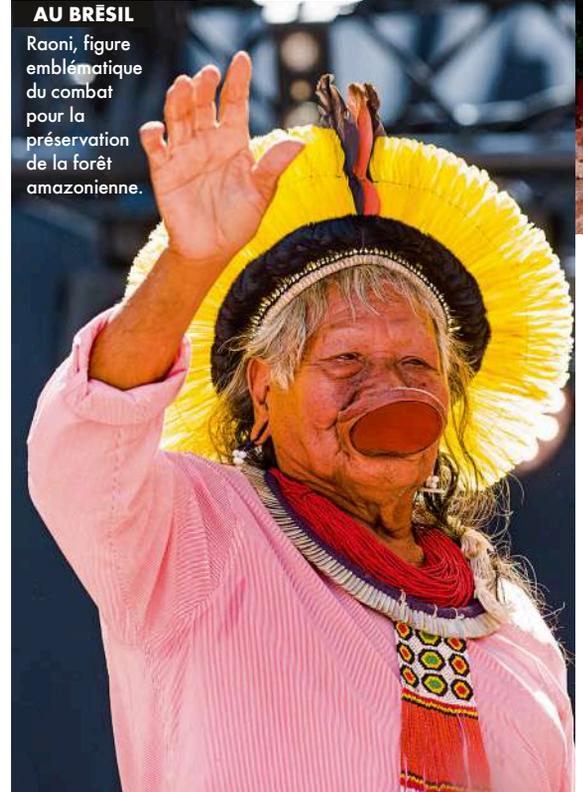


AUX ÉTATS-UNIS

Début 2020, des tribus amérindiennes se sont opposées au projet d'un pipeline destructeur pour leur environnement.

AU BRÉSIL

Raoni, figure emblématique du combat pour la préservation de la forêt amazonienne.



BRÉSIL, CONGO, MARTINIQUE...

LA VOIX DES PEUPLES

ALORS QUE LES POPULATIONS AUTOCHTONES ET LES MINORITÉS SONT LES PREMIÈRES VICTIMES DES PROJETS ÉCOCIDES, LES PARTISANS D'UNE ÉCOLOGIE PLUS INCLUSIVE SE MOBILISENT. DÉCRYPTAGE.

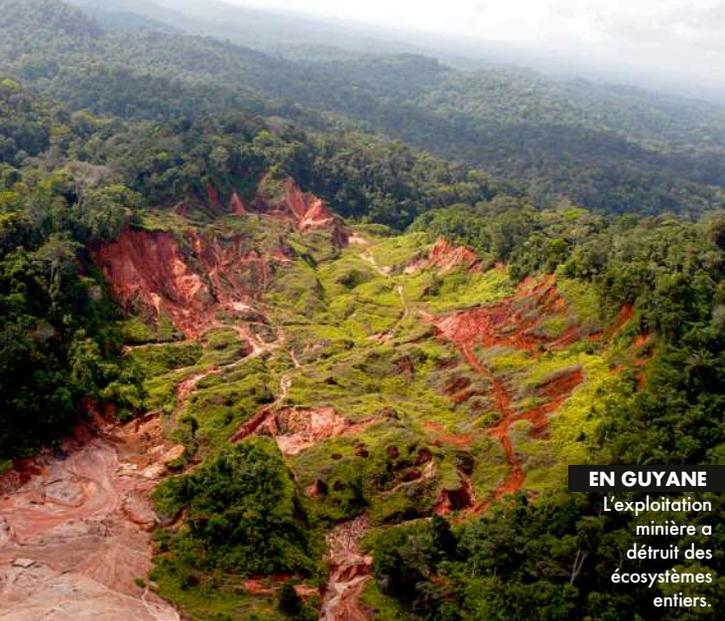
PAR **HÉLÈNE GUINHUT**

Quand Malcom Ferdinand publie « Une écologie décoloniale » (éd. Seuil) en 2019, il s'agit d'une adaptation de sa thèse de recherche. Un texte pointu, qui rencontre rapidement un certain écho, jusqu'à être distingué par le prix de la Fondation de l'écologie politique. Le docteur en philosophie politique et chercheur au CNRS y expose sa pensée : « L'écologie décoloniale articule la confrontation des enjeux écologiques contemporains avec l'émancipation de la fracture coloniale, avec la sortie de la cale du navire négrier. C'est une écologie qui met sur le même plan l'exigence de préservation des écosystèmes et l'exigence de dignité, d'égalité des minorités, des peuples colonisés. » Quand on fait le parallèle entre protection de l'environnement et minorités, des combats écologiques se rap-

pellent à nous. Ces dernières années, la figure emblématique du chef indigène Raoni Metuktire et ses appels pour protéger la forêt amazonienne se sont imposés dans le débat public. En 2016, la mobilisation historique de tribus amérindiennes contre la construction du Dakota Access Pipeline, aux États-Unis, a marqué les esprits. On se souvient aussi de la polém-

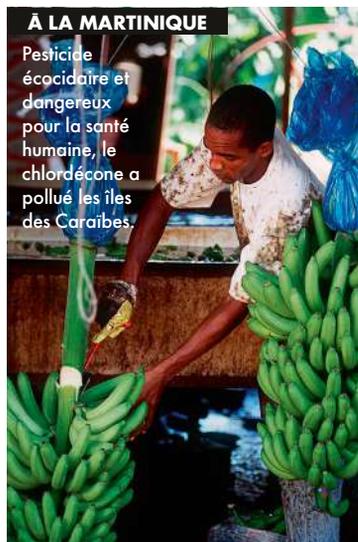
mique, début 2020, quand Vanessa Nakate, activiste ougandaise, avait été coupée de la photo de groupe réunissant plusieurs militants pour le climat au Forum de Davos. Ces exemples, non sans lien, montrent bien la nécessité de prendre en compte le vécu ainsi que les points de vue des populations autochtones et des minorités.

L'ONG Survival International a fait de la défense des peuples autochtones le cœur de son action. Parce que 80 % des terres les plus riches en biodiversité de la planète se trouvent dans les territoires autochtones, on comprend que détruire la nature, c'est détruire ces peuples. On pourrait en déduire que la préserver revient à les protéger. Sauf que ce n'est pas toujours le cas. Fiore Longo, directrice du bureau français de Survival Interna-



EN GUYANE

L'exploitation minière a détruit des écosystèmes entiers.



À LA MARTINIQUE

Pesticide écotoxic et dangereux pour la santé humaine, le chlordécone a pollué les îles des Caraïbes.



AU NORD-OUEST DU CONGO

Un projet de parc en plein cœur du territoire des Baka a été suspendu in extremis.

tional, dénonce la prédominance d'un « colonialisme vert » : « Ce n'est pas qu'une période historique, c'est une relation qui s'établit entre une puissance coloniale qui serait supérieure et un peuple. Et, au nom de cette supériorité, tous les crimes sont possibles. Le racisme continue. Il y a cette idée que les peuples autochtones et les populations locales ne sont pas capables de gérer leur environnement. » En ligne de mire de l'ONG, le projet international (soutenu par l'Onu) de transformer 30 % de la planète en aires protégées d'ici à 2030. « Certaines vont être créées sans le consentement des populations locales, considérant qu'elles sont les ennemies de la nature », dénonce Fiore Longo. Elle cite le projet du parc Messok Dja au nord-ouest du Congo, pourtant soutenu par le WWF, où le peuple Baka, population de chasseurs-cueilleurs habitant cette forêt depuis des générations, n'a pas été pris en considération. Le projet a été suspendu, mais, pour elle, il illustre les dérives en cours : « Cela montre que nous sommes encore dans une forme de colonialisme, avec des gens dans des bureaux à Washington qui désignent une aire protégée sur une carte sans connaître la réalité du terrain. »

L'imbrication entre protection de la nature et respect des peuples locaux ne se limite pas aux forêts congolaises. Le scandale de la pollution au chlordécone montre à quel point les deux sont liés. En généralisant l'utilisation de ce pesticide pour la culture des bananes dans les années 1970 en Guadeloupe et en Martinique, l'État français a provoqué une pollution durable. Pourtant, sa toxicité était connue. Nombreux sont les militants qui voient là l'exemple d'un racisme environnemental. « C'est une injustice écologique, sanitaire, sociale, politique et économique. Un scandale hérité du système mis en place par les békés à la tête des exploitations agricoles. Les conséquences sont catastrophiques : plus de 90 % de la population est contaminée, et des terres sont empoisonnées pour plus de sept cents ans », détaille Priscilla Zamord, conseillère municipale à Rennes, originaire de

Martinique. Ce scandale a aussi impacté le patrimoine culturel d'un peuple. Dans « Tropiques toxiques », BD consacrée à la pollution au chlordécone, Jessica Oublié donne la parole à un couple qui cultive son jardin créole depuis des années : « C'était la rencontre la plus bouleversante de mon enquête. Ghislaine m'a dit : "Ce qu'il y a dans ce jardin, ce ne sont pas des fruits et légumes, ça vient de ma mère décédée." Lui demander

de le sacrifier, c'était comme une seconde mort. Les jardins, ce sont des traditions transmises de génération en génération. »

En Guyane, le projet de Montagne d'or, gigantesque mine au cœur de la forêt, a aussi été mené sans l'avis des populations locales. Dès qu'elle en a découvert l'existence, la juriste Marine Calmet a prêté main-forte au collectif de résistance Or de question. « Ce vieux relent de "Françafrique" – on peut encore se permettre d'arriver sur un territoire pour s'accaparer des ressources – m'a révoltée et incitée à partir pour la Guyane », s'indigne-t-elle. Elle explique que la société minière a refusé de rencontrer les chefs coutumiers amérindiens, arguant « qu'ils n'allaient

ELLE GREEN

« VIVRE EN HARMONIE AVEC LA NATURE : À L'ÉCOLE DES PEUPLES AUTOCHTONES ». DES CONFÉRENCES À SUIVRE

LES 12 ET 13 JUIN, LORS DU

ELLE GREEN, NOTRE ÉVÉNEMENT CONSACRÉ À LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ, (FONDATION GOODPLANET).

> INFOS SUR ELLE.FR

quand même écouter des gens qui portent des pagnes et s'expriment en chantant ». En plus de son impact environnemental, le projet minier se situe sur des vestiges amérindiens. Sans oublier le caractère sacré, pour le peuple Kali'na, du fleuve Mana, qui traverse la concession. « Au Brésil, on parle à la fois d'écocide et d'ethnocide. En Guyane, on voit bien qu'il y a aussi un lien entre l'atteinte à ces territoires amérindiens et la destruction de la culture autochtone », ajoute la juriste. Si le gouvernement s'est finalement opposé au projet, les tractations pour le relancer continuent. De cet engagement en Guyane, Marine Calmet a acquis la conviction qu'il faut mettre en œuvre l'écologie décoloniale. Pour elle, la prise de conscience de l'existence d'un rapport de domination est une première étape. Elle prône ensuite « la reconnaissance d'une personnalité juridique de la nature ». Dans son livre « Gardien de la nature » (Tana Éditions), elle appelle aussi à la reconnaissance du rôle de ses gardiens. « C'est l'idée que les habitants d'un territoire sont les mieux placés pour représenter les intérêts de la nature, parce qu'ils éprouvent un sentiment de partage, de réciprocité avec ces écosystèmes. »

Repenser une écologie qui n'exclut personne, c'est aussi une réflexion que Priscilla Zamord espère insuffler en métropole. « Europe Ecologie-Les Verts a du retard sur les questions liées à l'Outre-mer, il reste du boulot, mais je m'y attelle. Une nouvelle génération de militants ne veut plus de ce déni face à la situation des territoires ultramarins », argue celle qui se définit comme « une Bretonne d'Outre-mer ». Preuve que ces nouveaux questionnements font leur chemin, certains débats les abordaient aux dernières universités d'été d'EELV. ■